



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 24/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVAY OPERATIONS FRANCE

2 Rue Gabriel Péri
BP 1
54110 Dombasle-Sur-Meurthe

Références : 2390_2024
Code AIOT : 0006200158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement SOLVAY OPERATIONS FRANCE implanté 2,rue Gabriel Peri BP 1 54110 Dombasle-sur-Meurthe. L'inspection a été annoncée le 01/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY OPERATIONS FRANCE
- 2,rue Gabriel Peri BP 1 54110 Dombasle-sur-Meurthe
- Code AIOT : 0006200158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVAY est spécialisée dans la production de carbonate et bicarbonate de soude.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites rejets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 4.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Contrôles de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Contrôle externe Rejets salins	Arrêté Préfectoral du 24/12/1999, article 6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Rejets salins - Valeurs limites	AP Complémentaire du 24/12/1999, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prélèvements des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9.1.4	Sans objet
4	Autosurveillance rejets salins	Arrêté Préfectoral du 24/12/1999, article 6.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les rejets aqueux et essentiellement sur le paramètre azote et ses différentes formes. Les analyses sur les rejets, sont réalisées dans leur ensemble, selon les périodicités associées réglementairement. Toutefois des précisions sur le paramètre azote mesuré sont à apporter, azote total ou global, afin de pouvoir constater le respect de l'ensemble des valeurs limites fixées par arrêté préfectoral (en concentration et en flux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 4.3.6		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des effluents aqueux		
Prescription contrôlée :		
4.3.6.1. Rejet " Égout Général " dans le Sânon		
L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :		
	Débit Moyen Journalier	144 000 m3/j
Paramètres (delta rejet-prise d'eau)	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
MEST	35	90
DCO	125	290
Azote global	30	4320
Phosphore total	10	14
Fluorures	15	9
hydrocarbures totaux	1	9
La température de rejet n'exédera pas 30°C.		
4.3.6.2. Rejet " Petites Eaux " dans le Sânon via le Béhard		
L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :		

	Débit Moyen Journalier	2 400 m3/j
Paramètres (delta rejet - prise d'eau)	Concentration moyenne journalière (mg/l) sauf *	Flux maximal journalier (Kg/j)
MEST	35 *	84
DCO	125	290
Azote global	30 *	72
Hydrocarbures totaux	1	9

La température de rejet est inférieure à 30°C.

Constats :

Azote global :

Les résultats de la mesure annuelle réalisée par un laboratoire externe le 24/11/2023 ont été présentés. Ils sont saisis sur GIDAF. La concentration et le flux sont évalués en contribution nette comme prévu par l'arrêté préfectoral (delta rejet - prise d'eau). L'exploitant a indiqué que la contribution en entrée est exclusivement liée à l'eau de Meurthe, car l'eau du canal est utilisée pour les utilités. Les concentrations dans la Meurthe sont mesurées tous les jours ouvrés, cependant la méthodologie du prélèvement nécessite d'être précisée.

Au regard de la mesure du 24/11/2023 déclarée sur GIDAF, la contribution nette en azote global est de 0,85 mg(N)/l sur l'égout général pour un flux de 96 kg/j.

Sur les petites eaux, l'exploitant a déclaré sur GIDAF une contribution en azote global de 26,24 mg(N)/l pour un flux de 63 kg/j. Or, la contribution nette en NH_4^+ mesurée le même jour étant de 35 mg/l soit 27,23 mg(N)/l, il apparaît que la contribution en azote global est inférieure à celle en NH_4^+ . L'exploitant devra fournir des explications sur ce résultat.

De plus, l'exploitant a transmis les résultats des mesures réalisées par le laboratoire (le 29/11/2023 et non le 24/11) par courriel du 4/10/2024. Il apparaît que la contribution nette sur le rejet « petites eaux » est de 38,12 mg(N)/l et non 26,24 mg(N)/l. L'exploitant apporte la justification suivante : " la valeur de N global déclarée en sortie de la digue A (petites eaux) ne correspond pas à celle indiquée sur le bulletin d'analyse mais à la somme NH_4 , NO_3 et NO_2 . En effet, la différence entre la teneur en NTK et celle en NH_4 montre une teneur en N organique trop élevée, non réaliste dans le cadre d'effluents issus d'un procédé de chimie minérale ".

Cette explication nécessite une justification afin de valider le respect de la valeur limite d'émission.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de préciser la méthode de mesure des concentrations sur la Meurthe et d'expliquer les résultats des mesures du 29 novembre 2024 sur l'ammonium et l'azote global.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôles de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvements et d'analyses

Prescription contrôlée :

(...) S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des

<p>prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. (...)L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les contrôles de recalage ont été réalisés en 2022 et 2024. Les résultats n'ont pas pu être présentés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le résultat des contrôles de recalage de 2022 et 2024 ainsi que les conclusions de l'analyse comparative.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Prélèvements des rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 9.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences de mesures rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Sur le rejet « égout général », les débit, pH des effluents aqueux sont mesurés et enregistrés en continu. La concentration et le flux en MES sont mesurés selon une fréquence hebdomadaire. La concentration et le flux en ammonium font l'objet d'un prélèvement moyen journalier quotidien selon les normes en vigueur.</p> <p>La concentration et le flux en azote global (NG) font l'objet d'un prélèvement sur un échantillon moyen journalier à une fréquence annuelle.</p> <p>Sur le rejet « petites eaux », les débits, pH et les concentrations et flux en ammonium des effluents aqueux du rejet font l'objet d'au moins une mesure quotidienne les jours ouvrés selon les normes en vigueur. Les concentrations et les flux en MES sont mesurés selon une fréquence hebdomadaire. Les concentrations et flux en azote global font l'objet d'un prélèvement sur un échantillon moyen journalier à une fréquence annuelle. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Azote global : La mesure est réalisée en fin d'année par un laboratoire externe. Les résultats ont été présentés pour l'analyse du 29/11/2023. Ils sont saisis sur GIDAF au 24/11/2023.</p> <p>Ammonium : L'ammonium est mesuré tous les jours ouvrés, en contribution nette, sur l'égout principal et les petites eaux. Les résultats sont déclarés sur GIDAF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Autosurveillance rejets salins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/1999, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes : Sur les rejets - [...] <ul style="list-style-type: none">- MES, ammonium, sur un échantillon moyen journalier représentatif, chaque jour.- Nitrites, sur un échantillon moyen journalier représentatif, chaque mois.- Azote global, sur un échantillon moyen journalier représentatif, à une fréquence annuelle. [...]
Constats : Les résultats de l'auto-surveillance pour l'année 2024 (1 ^{er} et 2 ^{ème} trimestres) ont été transmis par courriel du 4/10/2024. L'auto-surveillance réalisée sur cette période montre que les mesures en ammonium (NH ₄ ⁺) et en nitrites (NO ₂) sont bien réalisées respectivement quotidiennement et mensuellement, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Concernant l'azote global, l'auto-surveillance présente une mesure intitulée "azote", exprimée en mg/l. Elle correspond <i>a priori</i> à la mesure en NH ₄ ⁺ exprimée en mg(N)/l (NH ₄ ⁺ exprimé en équivalent N). L'exploitant compare le résultat de cette mesure à la valeur limite d'émission (VLE) en azote global qui lui est prescrite. Bien que la prescription soit respectée par la mesure trimestrielle en azote global réalisée par un laboratoire (cf constat n°5), il convient de noter que l'azote global ne correspond pas uniquement à l'ammonium et que le résultat "azote" ne peut être comparé à la VLE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précisera dans les mesures d'auto-surveillance à quoi correspond le paramètre identifié "azote".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle externe Rejets salins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/1999, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Prescription contrôlée : Une fois par trimestre l'exploitant fera procéder par un organisme agréé aux mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Rejets : azote total et matières en suspension sur un prélèvement moyen journalier représentatif, [...]
Constats : La mesure en azote global sur les rejets salins est réalisée par un laboratoire externe tous les trimestres et est transmise à l'inspection. Les transmissions des 3 ^{ème} et 4 ^{ème} trimestres 2023 ont été examinées par l'inspection. Chaque trimestre, l'exploitant compare ses mesures avec celles du laboratoire. L'inspection constate que dans les comparaisons des 3 ^{ème} et 4 ^{ème} trimestres 2023, des résultats indiqués pour Solvay ne correspondent pas à ceux indiqués dans l'auto-surveillance correspondante (mesures du 23/8/2023 et du 27/11/2023).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient d'expliquer les résultats des mesures indiquées dans les tableaux comparatifs des 3 ^{ème} et 4 ^{ème} trimestres de 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rejets salins - Valeurs limites

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/1999, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets salins - VLE
Prescription contrôlée : Les rejets salins, mesurés en sortie du bassin de modulation situés sur la commune de Rosières aux Salines devront respecter les valeurs limites suivantes : Pour les rejets dans la Meurthe <ul style="list-style-type: none"> • débits < 139 000 m³/j • [...] • azote total < 15 mg/l en moyenne mensuelle, 20 mg/l en moyenne journalière et 1 075 kg/j maximum Pour les rejets dans le Sânon <ul style="list-style-type: none"> • débits < 52 000 m³/j • [...] • azote total < 15 mg/l en moyenne mensuelle, 20 mg/l en moyenne journalière et 400 kg/j maximum
Constats : L'inspection a examiné les mesures réalisées par le laboratoire aux 3 ^{ème} , 4 ^{ème} trimestre 2023 et au 1 ^{er} trimestre 2024. Elles présentent les résultats sur les différents paramètres azotés mais pas l'azote total. L'exploitant réalise le calcul (résultat inférieur à 20 mg/l) qu'il convient qu'il explicite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant explicitera le calcul réalisé pour obtenir la concentration en azote total.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois